

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cellule des risques chroniques

Tarbes le 19/06/2023

Affaire suivie par : Margaux SAÛT
Téléphone : 05 62 44 59 04
Courriel : margaux.saut@developpement-durable.gouv.fr
Référence : 2023-0493-Dp

Rapport de l'Inspection des installations classées

Objet	Mesures de restriction des prélèvements en eau en cas de sécheresse.
Pièce(s) Jointe(s)	Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Exploitant	IMERYS
Adresse de l'établissement	Route de Beyrède 65410 BEYRDE-JUMET-CAMOUS
Régime	Autorisation

1 - OBJET DU PRÉSENT RAPPORT

Imerys, ci-après nommé exploitant, exploite une usine de fabrication d'abrasifs et de réfractaires sur le territoire de la commune de Beyrède-Jumet-Camous.

2 - RÉGLEMENTATION

La réglementation sécheresse est déterminée par l'article L211-3 du code de l'environnement (CE) qui permet aux autorités administratives de « *Prendre des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau, pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénurie* ».

La loi n°2006-1772 art. 30 du 30 décembre 2006 dite LEMA découle de la directive 2000/60/CE dite DCE. La LEMA rend l'article L211-3 du CE applicable aux ICPE.

La réglementation sécheresse est fixée par l'article R211-66 du CE qui donne des détails sur la mise en œuvre de l'article L211-3 du CE :

- Les mesures en cas de sécheresse ou d'un risque de pénurie sont prescrites par arrêté du préfet de département ;
- Les mesures prises doivent être portées à connaissance de la population ;

- Les mesures doivent être proportionnées et graduelles ;
- Les mesures ne peuvent être prescrites que pour une période limitée dans le temps ;
- Lorsque que le régime d'écoulement des cours d'eau revient à la normale les mesures prennent fin, si besoin graduellement.

L'instruction du 27 juillet 2021 relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique précise l'ensemble des mesures ci-dessus. Elle définit les modalités de l'arrêté-cadre sécheresse.

L'arrêté-cadre sécheresse prescrit le régime général de restriction. Les ICPE doivent se référer au régime général des restrictions d'eau sauf si elles disposent de prescriptions particulières s'y substituant dans leur arrêté préfectoral d'autorisation.

Les prescriptions particulières sont mentionnées soit dans leurs arrêtés d'autorisation d'exploitation soit dans un arrêté complémentaire. Ces prescriptions particulières permettent d'adapter les mesures aux spécificités de l'industriel en cas de sécheresse. Cela lui évite de passer sur le régime général qui pourrait être économiquement insupportable en cas de sécheresse. L'application des mesures de restriction de l'arrêté cadre sécheresse pour les industries passe par la mise en œuvre d'un plan de réduction des prélèvements en cas de sécheresse.

L'arrêté du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation régit les prélèvements et consommation d'eau (excepté pour certaines catégories d'ICPE). L'article 14 permet à l'inspection de fixer si nécessaire des niveaux de prélèvements (débit journaliers et débits horaires) pour permettre de s'adapter à un risque de pénurie d'eau ou à une sécheresse.

3 - CONTEXTE

Des épisodes de sécheresse de plus en plus marqués touchent un nombre croissant de départements. Le déficit constaté en eau peut également intervenir hors période estivale et présenter un caractère quasi chronique. Ce sujet médiatique nécessite la participation active de tous les usagers de l'eau dont les industriels les plus gros consommateurs.

L'arrêté préfectoral n° 2010055-11 du 24 février 2010 autorise IMERYS un volume annuel prélevé dans le cours d'eau de la Neste de 3 000 000m³.

Au regard de ces données, le site a été identifié comme l'un des principaux préleveurs de la région Occitanie.

Un plan de réduction des prélèvements en eau en période de sécheresse, prescrit par l'arrêté préfectoral complémentaire n°65-2020-06-29-007 du 29 juin 2020, a été remis à l'Inspection pour validation le 6 avril 2023.

4 - PLAN DE RÉDUCTION DES PRÉLÈVEMENTS

L'utilisation de l'eau de la Neste est exclusivement réservée au refroidissement des installations de fusion. Ce réseau de refroidissement fonctionnant en circuit ouvert, 99 % du volume prélevé sur la Neste est restitué instantanément au milieu (avec 10 min de battement entre le

prélèvement et le rejet). La seule consommation d'eau (1%) est destinée au refroidissement du métal en fusion pour lequel une mise en contact de l'eau avec le métal conduit à une perte par évaporation. Elle correspond pour l'année 2022 à 8 064 m³.

L'eau souterraine est destinée pour l'usage sanitaire, la chaufferie de l'usine et pour la spectométrie du laboratoire (refroidissement).

Les deux ouvrages de prélèvement sont équipés de compteurs.

A ce jour, le site ne dispose pas de totaliseur sur le réseau d'eau en sortie mais prévoit d'équiper son site prochainement. Il sera donc en mesure de définir précisément les volumes restitués au milieu.

Les mesures de réduction proposées par l'exploitant en période de sécheresse sont:

- la sensibilisation du personnel sur la situation hydrique et les mesures d'économie d'eau à mettre en œuvre,
- le suivi journalier des relevés de compteurs sur les installations,
- le nettoyage mécanique (à sec) des ateliers afin d'éviter l'utilisation de l'eau,
- l'interdiction de nettoyage des véhicules mobiles à l'exception des vitres (sécurité),
- l'arrêt d'arrosage des pelouses et espaces verts entre 8h et 20h,
- la recherche active de fuite,
- le suivi du niveau du bassin de la source pour le prélèvement en eau souterraine,
- le report de certaines opérations de production permettant de réduire les volumes d'eau d'appoint en période de crise,
- l'arrêt de tous les prélèvements non prioritaires.

5 - ANALYSE ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Le plan de réduction des prélèvements d'eau en cas de sécheresse présente des actions opérationnelles pertinentes et adaptées pour chaque niveau d'alerte.

L'exploitant a déjà pu démontrer son engagement actif dans la réduction des prélèvements de la ressource souterraine au moyen de différentes mesures pérennes.

Il propose également une baisse de volume des prélèvements de 15 % et 30 % respectivement pour les seuils d'alerte et d'alerte renforcée par rapport au volume actuellement autorisé.

Considérant que les mesures de réduction proposées par la société Imerys sont proportionnées aux enjeux et pertinentes, il convient d'encadrer le fonctionnement des installations en période de sécheresse par des prescriptions adaptées. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire en ce sens est joint en annexe du présent rapport. En application des dispositions de l'article R181-45 du CE, l'Inspection propose de ne pas consulter le CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

RÉDACTRICE	VÉRIFICATEUR	APPROBATRICE
L'inspectrice de l'environnement	L'inspecteur de l'environnement	L'adjointe au chef de l'UiD 65/32
Margaux SAÛT	François-Xavier DUBAN	Sophie DELMAS